



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Mairie d'Eysines - Chaufferie RCU Moussa

rue Jean Zay
Parking Moussa
33320 Eysines

Références : 25-0805
Code AIOT : 0100301307

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement Mairie d'Eysines - Chaufferie RCU Moussa implanté rue Jean Zay Parking Moussa 33320 Eysines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 6 octobre 2025, l'unité départementale de la Gironde de la DREAL a été destinataire d'un signalement concernant les nuisances provoquées par l'exploitation d'une chaufferie située rue Jean Zay à Eysines.

Cette installation de combustion n'est pas connue des services de l'inspection des installations classées. L'objet de la visite était de contrôler la situation administrative de l'installation au regard d'un éventuel classement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mairie d'Eysines - Chaufferie RCU Moussa
- rue Jean Zay Parking Moussa 33320 Eysines
- Code AIOT : 0100301307
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La chaufferie, sise rue Jean Zay à Eysines assure la production d'eau chaude pour l'alimentation d'un réseau de chaleur et la fourniture d'eau chaude sanitaires destinées à trois bâtiments : une école primaire, une résidence pour personnes âgées (RPA) et l'école de danse (Le Bourdieu de Ferron).

La chaufferie est la propriété de la Commune d'Eysines. L'exploitation est assurée par un prestataire de service VEOLIA.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 03/08/2018, article R511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de conclure que l'installation ne constitue pas une installation classée pour la protection de l'environnement.

L'inspection des installations classées n'est donc pas compétente. La gestion des nuisances relève des pouvoirs de police du Maire au titre de l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/08/2018, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 2910 : Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des

produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :

1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (régime d'Enregistrement (E))
2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (régime de déclaration avec contrôle périodique (DC))

B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :

1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E)
2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (régime d'autorisation (A))

Rubrique 1532 : Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :

1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m³ (A-1)
2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :
 - a) Supérieur à 20 000 m³ (E)
 - b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (D)»

Constats :

Les installations de combustion sont visées par la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection a constaté, sur site, que l'installation de combustion, sise rue Jean Zay, est composée de 4 appareils de combustion : 2 chaudières fonctionnant au pellets de bois et 2 chaudières alimentées en gaz naturel.

L'inspection a relevé sur site la référence et la puissance des appareils de combustion sur les plaques signalétiques:

- 1 chaudière pellets de bois - Herz Firmatic 180 - puissance thermique nominale = 194,7 kW
- 1 chaudière pellets de bois - Herz Firmatic 180 - puissance thermique nominale = 194,7 kW
- 1 chaudière gaz - Viesmann Vitocrossal CIB-200 - puissance thermique nominale = 200 kW
- 1 chaudière gaz - Viesmann Vitocrossal CIB-200 - puissance thermique nominale = 200 kW

Au vu des combustibles employés, l'installation relève du point A de la définition de la rubrique 2910. Compte tenu des puissances unitaires des appareils de combustion, la puissance thermique nominale totale de l'installation s'élève donc à 789,4 kW (inférieure à 1 MW) et n'atteint donc pas les seuils de classement.

L'installation de combustion ne relève donc pas de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 2910.

Le stockage de pellets bois pour l'alimentation des chaudières fonctionnant aux pellets est visé par la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection a constaté que le volume du silo de stockage était très largement inférieur au seuil de déclaration de 1000 m³

Le stockage de pellets bois ne relève donc pas de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 1532.

Type de suites proposées : Sans suite